

L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°7 Avril 2021

TRAVAIL
RELANCER LA MACHINE À GRÈVE
ANTIRACISME
AGIR ICI ET MAINTENANT
ANTIFASCISME
STOP À L'IMPUNITÉ DES FACHOS

Crise sanitaire : comment en finir au plus vite ?

On le sait, la vaccination est un moyen central pour enrayer l'épidémie et enfin en finir avec la covid-19. Toutefois, la vaccination est aujourd'hui en grande partie entre les mains d'une poignée de grandes entreprises pharmaceutiques privées. Grâce aux brevets qu'elles possèdent sur les vaccins, elles sont les seules à pouvoir les produire, et donc à pouvoir mettre fin à la pénurie actuelle qui empêche les campagnes de vaccination d'avancer. Seulement la préoccupation première de ces grandes entreprises n'est pas celle-là, mais bien celle de profiter de la possibilité qui s'offre à elles d'engranger des profits gigantesques.

Des solutions pour avoir des vaccins et mener à bien la vaccination il y en a, comme le démontre très bien la pétition en ligne « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! » signée par une cinquantaine d'organisations du mouvement social et syndical, dont un bon nombre dans les secteurs de la santé et de la chimie, et qui est disponible à cette adresse :

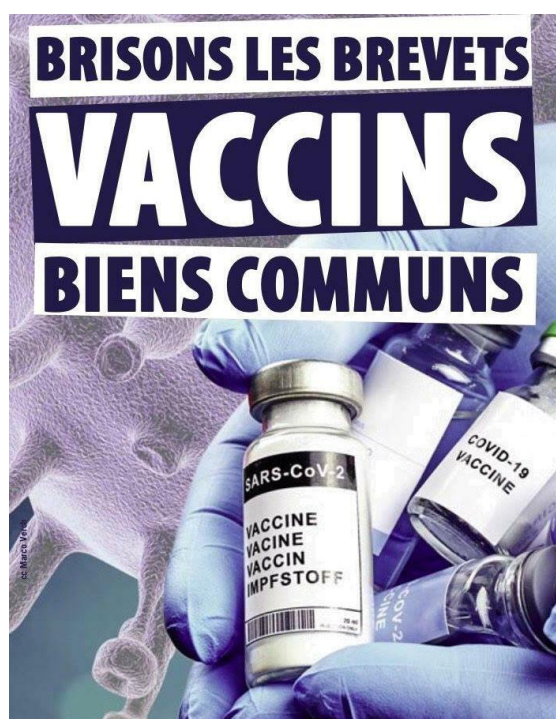
<https://www.wesign.it/fr/sante/brevets-sur-les-vaccins-anti-covid-stop-requisition->

Ce qu'il faut c'est mettre fin aux brevets sur les vaccins, réquisitionner les entreprises pharmaceutiques pour la production de ceux-ci, et organiser une campagne de vaccination coopérative à l'échelle mondiale. Mais cela nécessite évidemment de remettre en cause la propriété privée, la logique du profit, et donc la logique du capitalisme. Nous ne pourrons l'obtenir qu'en l'imposant par le rapport de force, par les mobilisations de notre classe.

Dans le choletais, grève chez Bodet

Chez Bodet Time & Sport, entreprise d'électronique de 150 salarié.es située à Trémentines, près de Cholet, les négociations annuelles obligatoires ont été marquées par un mouvement de grève. Malgré les nombreux efforts demandés aux salarié.es pour faire face à la crise du covid, la direction de l'entreprise ne proposait que 1,2 % d'augmentation, et encore d'augmentation individuelle, basée sur le mérite, qui mettrait les salarié.es en concurrence. Contre l'avis des syndicats SUD et CGT, la direction met un terme aux négociations : « Il n'y aura pas d'autre réunion, vous acceptez les 1,2%, ou on vous impose 0,9% d'augmentation individuelle ». Hors de question pour les salarié.es d'accepter ce chantage et de se mettre en concurrence pour quelques euros par mois. Réuni.es en AG, une quarantaine de salarié.es vote la grève. Le mardi 16 mars, une cinquantaine de grévistes

Pendant ce temps, face aux contaminations qui explosent, le gouvernement improvise et met en place, sans aucune concertation, des mesures autoritaires qui ne servent qu'un seul intérêt : celui de la bourgeoisie et des capitalistes. Il arrose les grandes entreprises d'argent public, il s'attaque à l'assurance chômage, et ne fait toujours rien pour assurer des moyens supplémentaires en lits et en personnels pour les hôpitaux.



répond à l'appel et reconduit la grève l'après-midi. Dans une entreprise peu habituée aux conflits sociaux, le travail reprend dès le lendemain, et malgré une belle journée de mobilisation, la direction refuse de tenir compte des revendications. La semaine suivante, les salarié.es de l'usine apprennent que leurs collègues du siège social bénéficieront d'une prime de 1800€ et d'une augmentation de 1,8% ! L'ambiance devient électrique dans l'usine, une prime de 200€ finit par être lâchée, et une trentaine de salarié.es s'invitera à la réunion du CSE du 30 mars pour bousculer la direction. Aujourd'hui, les travailleurs et travailleuses de la boîte en ressortent uni.es, remonté.es contre la direction et renforcé.es par l'expérience de cette lutte, ce qui ne peut être que positif pour la suite. La direction sait à quoi s'en tenir pour les prochaines négociations d'intéressement en mai !

Service civique : un moyen d'exploiter les jeunes

En 2020, dans le Maine-et-Loire, c'est 800 jeunes âgés de 16 à 25 ans, qui ont réalisé un service civique. Le service civique est présenté comme « un engagement volontaire au service de l'intérêt général » sur le site du gouvernement, ou encore comme « une expérience qui est autant utile à soi qu'aux autres » par Unis-Cité, l'association qui propose sans doute le plus de services civiques en France. En réalité, c'est bien souvent un moyen de faire travailler les jeunes pour pas cher (pour une indemnité de 580€ par mois). De nombreuses et nombreux jeunes font le choix du service civique dans le but d'éviter le chômage qui s'élève à 25 % pour leur catégorie d'âge, et dans le but d'avoir un revenu (étant trop jeunes pour avoir droit au RSA et n'ayant souvent pas assez travaillé pour avoir le droit à l'allocation chômage). C'est une façon de nous habituer à accepter n'importe quel poste et à être sous-payés. C'est aussi bien souvent un moyen de combler les carences des services publics. C'est notamment le cas chez Pole Emploi où certains services sont intégralement assurés par des jeunes en services civiques. D'autres encore assurent des missions qui peuvent être lourdes de responsabilités sans recevoir de formation adaptée (par exemple dans des associations travaillant avec des personnes en situation de handicap, ou encore dans des gendarmeries pour recevoir les plaintes pour viol ...).

Face à cette situation, le syndicat Asso (regroupant des travailleurs et travailleuses du secteur associatif et affilié à l'Union Syndicale Solidaires) revendique la transformation de services civiques en postes salariés, ce qui donnerait la possibilité pour les jeunes d'avoir un emploi stable, correctement rémunéré, qui leur ouvre droit au chômage, qui leur donne accès à de la formation ...

Ce syndicat, comme les comités CGT précaires et privés d'emploi, peuvent permettre aux jeunes en service civique de s'organiser et de lutter pour obtenir ces droits. Il y a quelques années, à Angers, un collectif avait mis en place quelques actions, dans le but d'interpeller des élus, avec notamment des distributions de tracts lors de l'Agora, le salon angevin des assos.



L'Éducation Nationale en souffrance

Les AESH (Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap) étaient en grève le 8 avril dernier. Une vingtaine de personnes soutenaient les prises de paroles des AESH et des syndicats présents (Sud, FO, FSU, CNT).

Ces personnels de l'Éducation Nationale, comme les enseignants, subissent les politiques budgétaires à la baisse qui continuent à amaigrir un mammouth déjà squelettique. Non content de supprimer 1800 postes d'enseignants à la rentrée scolaire prochaine, les AESH eux, continuent à vivre dans la précarité. Avec un salaire net de 760 euros par mois pour 24 heures par semaine, sans garantie d'emploi, sans formation, sans carrière possible, ces personnels sont parmi les plus maltraités. Leur condition de travail se dégrade avec la mutualisation des moyens dans les PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés): le nombre d'élèves à accompagner augmente, les lieux de travail se multiplient sans prise en charge des frais de déplacement entre plusieurs affectations, les élèves sont livrés à eux mêmes dans les classes en cas d'arrêt maladie car il n'y a pas de remplaçant.

L'inclusion des élèves en situation de handicap est une priorité pour l'Éducation Nationale mais encore faut-il qu'elle se donne les moyens de les accueillir dignement, aidés par des personnels formés et respectés en tant que travailleurs.

Grève victorieuse chez PCM

Il y a quelques semaines, les négociations annuelles obligatoires avaient lieu chez PCM, entreprise située à Champtocé dans le Maine-et-Loire, et qui fabrique des pompes pour le secteur pétrolier et l'agroalimentaire. Alors que la direction ne proposait qu'une augmentation générale des salaires de 0,5 %, la quasi totalité du personnel ouvrier de l'usine s'est mis en grève le vendredi 12 mars et n'a repris le travail que le vendredi suivant. Ces 5 jours de grève ont permis de faire reculer la direction et de lui arracher une augmentation de 30 euros, soit environ 3 fois plus que ce qu'elle proposait au départ. Il est à noter qu'un certain nombre d'employés des bureaux, de techniciens et de cadres ont également soutenu le mouvement en débrayant et en refusant de remplacer les ouvriers et ouvrières à leurs postes pour ne pas casser la grève. Ce mouvement de grève aura permis de renforcer la conscience, l'unité et la solidarité entre les salariés, ainsi que de renforcer l'équipe syndicale CGT. Que du positif pour l'avenir.

Actualités antiracistes à Angers

Le 21 Mars 2021, dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, des rassemblements se déroulaient partout en France. Plus localement ce même jour à Angers, quartier de la Roseraie, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées pour dénoncer toutes les formes de racisme à l'appel du collectif Pas Sans Nous 49. Ce rassemblement était composé d'habitant(es) de la Roseraie mais aussi d'autres quartiers, de militant(es) d'associations et de collectifs tels que Vérité et Justice pour Babacar, Interquartier 49, le RAAF, la Grande Ourse, Free Uyghurs Angers, et He-La.

Plusieurs prises de paroles au micro, notamment par les premier(es) concerné(es) par le racisme ainsi que par les initiateurs de cet appel, ont permis de rappeler la dimension politique et structurelle du racisme ainsi que sa violence sur les parcours de vie des individus. Les personnes racisées (victime de racisme) "ont lutté", "luttent" pour elles mêmes et par elles mêmes. Aussi modeste que fut ce rassemblement, un vrai moment de discussions et d'échanges a été organisé ainsi que la mise en lumière d'une symbolique politique forte pour Angers et ses habitants. Il y en avait besoin. Il est important de rappeler que notre ville est depuis trop longtemps attaquée et dégradée par une poignée d'individus de la droite dure et conservatrice et de l'extrême droite, voire de quelques fascistes no-

toires par leurs discours racistes et d'actes de violence. Face à une municipalité qui semble peu enclin à la réaction, il faut rappeler que les habitant(es) des quartiers populaires ainsi que les militant(es) antiracistes angevins sont encore et toujours là pour lutter contre les racismes et les discriminations pour un acte politique et symbolique fort et essentiel. Le 25 mai 2021 sera la date anniversaire de la mort de Georges Floyd. Cet afro-américain a été tué par des officiers de police lors d'un simple contrôle. Les preuves ont démontré l'asphyxie comme cause du décès et l'homicide comme circonstance de la mort. Partout dans le monde, se sont déroulés des rassemblements et manifestations. Angers avait aussi montré son engagement contre le racisme et les violences policières avec un premier rassemblement de plus de 500 personnes et une manifestation de plus de 3 000 personnes.

Dernièrement en France, entre les débats sur la loi séparatisme, loi sécurité globale qui nous prive plus encore de nos libertés... , l'islamophobie ambiante, les violences policières, les politiques répressives, la normalisation du racisme anti-asiatique sous les argumentaires fallacieux de la crise sanitaire, les initiatives angevines nous rappellent la nécessité de la lutte anti-raciste et notre responsabilité à toutes et tous d'agir, y compris localement.

Attaques fascistes : Vous avez dit impunité ?

« Impunité : Fait pour quelqu'un de ne pas risquer d'être puni pour ses fautes : Ses relations lui ont assuré l'impunité pour ses escroqueries. » (définition du dictionnaire Larousse en ligne).

Mais de qui parle-t-on ? Des fascistes de ce pays qui agissent en effet en toute impunité quand ils attaquent et dégradent la librairie de l'UCL « La Plume noire » à Lyon en plein après-midi le samedi 20 mars. Quand une semaine plus tard, ils dégradent à nouveau l'Étincelle à Angers dans la nuit du samedi 27 à dimanche 28 mars. En effet, ce local associatif et autogéré avait déjà été sac-cagé le 11 février dernier. Sont-ils inquiétés pour ces actes ? On peut sérieusement en douter quand on voit la lenteur de l'enquête alors que de nombreux éléments permettent d'identifier les auteurs. Plus généralement, c'est parce que l'idéologie d'extrême-droite, son langage, ses

attaques racistes et discriminatoires, et ses obsessions identitaires est de plus en plus relayée par le gouvernement que les nervis fascistes peuvent agir ainsi sans risque. Le climat nauséabond où les polémiques racistes s'enchaînent dans les médias, impulsées au plus haut sommet de l'État permet à ces groupuscules violents de passer de la parole aux actes.

À Angers, les fascistes de l'Alvarium bénéficient aussi de ce climat mais leur impunité, il la tire également de la protection fournie par des éléments de la bourgeoisie locale qui, par ailleurs, financent non seulement leur local de la rue du Cornet mais également une salle de boxe, elle aussi, située en centre ville.

Décidément, il souffle un vent mauvais sur ce pays. L'antifascisme est l'affaire de toutes et tous et une riposte déterminée doit être rapidement engagée.

Pour s'informer : <https://raaf.noblogs.org/> <https://la-horde.samizdat.net/> <https://visa-isa.org/>

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) et [diaspora](#) !

S'informer

